CHAPITRE II:

REGIMES ET IDEOLOGIES POLITIQUES

EN EUROPE AU XIX° SIECLE (1815-1914): UNE MARCHE VERS LA DEMOCRATIE ?

Bibliographie : ce chapitre s'inspire largement de J.-Ch. ASSELAIN, Précis d'histoire européenne, A. Colin, 1993.

Introduction

1815: monarchies absolues dominent, sauf RU/Frnce de Restauration. Au cours du XIXème, changements politiques (fonctionnement/nature du régime).

1914: dominent encore monarchies mais évolution démocratique (plus de libertés individuelle, égalité, représentativité politique). Changements brutaux, violents/progressifs, réformes/révo.

Convergence des pays européens vers un même modèle d'essence démocratique? Convergence réelle? Ne dissimule-t-elle pas antagonismes? Peut-on parler d'une seule Eu!ope? N'y'en a-t-il pas plusieurs? Europe a-t-e;le même mouvement?

1914: guerre. Pourquoi alors qu'Europe semblait en voie d'homogénéisation?

En fait, avec démocratie, croît nationalisme.

I. 1815-1850 : L'EUROPE ENTRE REACTION ET LIBERALISME

2 pôles antagonistes

A) L'Europe des régimes réactionnaires

1) Unité

2 auteurs montrent que réaction anti-révo. se fonde sur écrits de penseurs, ouvrages théoriques publiés après 1815 ou avant. Penseurs aspartiennent au courant contre-révolutionnaire.

Volonté de théoriser Ancien Régime+combattre révo.

Courant présent tout le XIXème mais affaibp en fin de siècle, début XXème. On y trouve français comme Vicomte Louis de Bonald, appartenant à courant poltique ultra-hostile à révo.: les ultras.

Joseph de Mestres, savoyard, sujet du roi de Pie-Mont Sardaigne, contre-révolutionnaire dès 1797.

Edmon Burke, Sur lrévolution française, Angleterre, en 1790.

Kotzebue, journaliste allemand.

Louis de Bonald (1754-1840): les mérites de l'Ancien Régime

La constitution d'un peuple est le monde de son existenceo et demander si un peuple, qui a vécu quatorze siècles, un peuple qui existe, a une constitution, c'est demander, quand il existe, s'il a ce qu'il faut pour existero c'est demander si un homme qui vit, âgé de quatre-vingts ans, est constitué pour vivre.

La royauté en France était constituée, si bien constituée que le roi ne mourait pas\*\*\* et c'est à cette constitution si forte de la royauté que la France avait dû sa force de résistance et sa force d'expansion. La nation était constituée, si bien constituée qu'elle n'a jamais demandé à aucune nation voisine la garantie de sa constitution. Elle était constituée en trois ordres, formant chacun une personne indépendante, quel que fût le nombre de ses membres, et représentant tout ce qu'il y a à représenter dans une nation, et ce qui seul forme une nation, la religion, l'Etat et la famille.

La limite au pouvoir indépendant du roi était constituée, et si bien constituée, qu'on ne citerait pas une loi nécessaire\*\*\* qui ait été rejetée, ni une loi fausse qui se soit affermie\*\*\*.

La religion, la royauté, la justice étaient indépendantes, chacune dans la sphère de leur activité, et indépendantes comme propriétaires de leurs biens ou de leurs offices. Aussi la nation était-elle indépendante et la plus indépendante des nations.

La France avait donc une constitution.

Louis de Bonald, Considérations sur la Révolution française, ch. III (1818)

Selon auteur, régime avantageux car stable+durable donc légitime. Nation française forte grâce aux rois.

Bon fonctionnement+formation nation grâce aux 3 ordres sociaux indépendants soudés par religion, Etat monarchique, famille reproduisnt indi%dzllement valeurs colldtives, nationales, permettant valeur d'autorité+discipline.

Selon Bonald, système harmonieux, lois bonnes, religion faisait contre-pouvoir. Large autonomie des srovinces. Or, révo. a centralisé.

Séparation des pouvoirs déjà existante. Dernière phrase résume sa pensée.

Bonald nie pertinence du peuple qui décide. Avant, constitUtion posait règles étabpes sar monarchie pour tous.

Bonald veut former théorie démontant principe même de révo.

Un théoricien de la contre-révolution: Joseph de Maistre (1753-1821)

La révolution est intrinsèquement mauvaise: c'est le mal incarné

'Or, ce qui distingue la Révolution française, et ce qui en fait un événement unique dans l'histoire, c'est qu'elle est mauvaise radicalement aucun élément de bien n'y soulage l'\_il de l'observateur ; c'est le plus haut degré de corruption connu c'est la pure impureté. Dans quelle page de l'histoire trouvera-t-on une aussi grande quantité de vices agissant à la fois sur le même théâtre? Quel assemblage épouvantable de bassesse et de cruauté! Quelle profonde immoralité! Quel oubli de toute pudeur!...

La Révolution française a parcouru, sans doute, une période dont tous les moments ne se ressemblent pas: cependant, son caractère général n'a jamais varié, et dans son berceau même elle prouva tout ce qu'elle devait être. C'était un délier inexplicable, une impétuosité aveugle, un mépris scandaleux de tout ce qu'il y a de respectable parmi les hommeso une atrocité d'un nouveau genre, qui plaisantait de ses forfaits surtout une prostitution impudente du raisonnement et de tous les mots faits pour exprimer des idées de justice et de vertu'.

Joseph de Maistre, Considérations sur la France, 1797, édition Johannet et Vermale, 1936, pp. 56-58

Ces régimes maintiennnt monarchie absolue, sont majoritaires. ~onarchies paternalistes, roi assimilé au père des sujets doit les protéger, eux doivent obéissance.

Régimes liés étroitement au clergé, c'est l'Union du trône et de l'autel, renvoyant au respect des rùgi^es pour tradition, religion=stabilisateur social.

Pas de libertés idnividuelles. Régimes appuyés par clergé, aristocratie, paysannerie qui est influençable par clergé+aristocratie.

2) Diversité

Doctrines, théorie politiques<>application réelle.

-Russie: pays traditionnel+conservateur absolu, pays décalé par rapport à Europe. Pas d'évolution: 2 tsars gouvernent (Alexandre 1er 1801-1825; Nicolas 1er 1825-1855). Immobilisme profond: régime immobile, personnalisé, régime="autocratie".

Décisions prisespe!sonnellement par tsar, sans intervention de contre-pouvoir, ce sont des lois applicables partout immédiatement: ce sont des "oukazes." Oukazes appliq-ées par exécutants f\*!mantpolice politique qui réprime, surveille opposants, a!rête, déporte en Sibérie. Äensure extrême. Système social arcaïque: le servage avec moujik (saysns) développé depuis 18ème sous Pierre le Grand.

Äe système blot-e dévelossement éco@omique !usse, car t!\*p de rigidité dans système, trop 4agriculture.

déc. 1825: !ùvolte des officiers libéraux, les décabristes. Mouvement écrasé, officiers a!!«tés, exécutés, déportés. Accroît conservatisme tsariste.

Régime sta,;e=pilier ordre traditionnel européen.

-Aut!iche: ressemble à Russie sar aspect multinational. Chance;ie! a fort pouvoir, et demeure ╩ ;a tête Clément Metternich justu'en 1848. égime de répression, censure, po;ice solitique, pas de libertés indi(idu;les, libù!a;is^e. Sour lui, pas de concessi\*n ;ibù!a; pour é(ite! révo. Répression étouffe nationalités.

-Idem pour Prusse (dynastie Hohenzollern jusqu'en 1918), Espagne (Bourbons), majorité allemande/italienne.

-France: régime=compromis entre nouvelles idées+tradition. Louis 18 ne peut revenir u passé et doit dmettre charte (texte constitutionnel), instaurant parlement bicaméral (une élue par électeurs censitaires). Garantie de libertés individuelles/publiques (liberté de ¨onscience, de s!esse). Acquis de révo. conservés. Compromis daevrait pérenniser !etour ourbons sur trône.

1824: mo!t de ouis 18. Sas d'enfants. Donc, sont frère lui succède: Charles 10. Ultra, rigide, peu réaliste. Veut finir charte.

Jul 1830: abolit charte. est!eint liberté de presse, >issout chambre. Révo. revient dirigée par étudiants+bourgeoisie: c'est les 3 glorieuses. Fin du rùgime réactio@@ai!e.

B) L'Europe du libéralisme

1) Les principes fondamentaux

Né au 18ème, avec Lumières+révo. américaine avec John Locke.

Libéralisme ja!antit sbertés individuelles, égalité. ~ise n valeur du mérite<>naissance. i,ù!alisme=rep\*s s-r respect des ;ibe!tés indi(iduelles u cent!e de ses préoccupations. Individu au centre, limitati\*n du rô;e d'Etat, !efus d'assista@ce aux individus+principe d'auto!ité (pas d'imposition d'autorité supérieure aux individus). Etat minimal, strict minimum de ses prérogatives.

Libéralisme=respect de loi du marché, ;iberté >'e@trsrises, propriété privée=droit d'Homme inaliénable, recherche du profit légitime. Donc, Etat devient Etat-gendarme, réduit à fonctions régaliennes (protection des frontières, armées, diplomatie, monnaie, douane, \*rdre, justice).

Formule: "laissez faire, laissez passé"

Libéralisme repose sur "droit naturel", égalité à la naissance.

Liéralisme=doctrine bourgeoise anti-aristocrate

Mais en paraallèle, notion d'égalité envahissante rejetée. Trop d'égalité<>liberté. Egalité<>égalitarisme.

Excès d'égalité=limiter liberté de chacun (inégalités sociales, patrimoine/fortune/re(enus normales, naturelles). Aide social d'Etat condamnable.

Une théorie libérale et un éloge de la monarchie constitutionnelle: le pouvoir ministériel distinct du pouvoir royal, 'pouvoir neutre' selon B. Constant (1815)

Notre constitution, en établissant la responsabilité des ministres, sépare clairement le pouvoir ministériel du pouvoir royal. Le seul fait que le monarques inviolable, et que les ministres sont responsables, constante cette séparation.

Le pouvoir royal (j'entends celui du chef de l'Etat, quelque titre qu'il porte), est un pouvoir neutre. Celui des ministres est un pouvoir actif. Pour expliquer cette différence, définissons les pouvoirs politiques, tels qu'on les a connus jusqu'ici.

Le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, et le pouvoir judiciaire, sont trois ressorts qui doivent coopérer, chacun dans sa partie, au mouvement général: mais quand ces ressorts dérangés se croisent, s'entrechoquent et s'entravent, il faut une force qui les remette à leur place. Cette force ne peut pas être dans l'un des ressorts, car elle lui servirait à détruire les autres. Il faut qu'elle soit en dehors, qu'elle soit neutre, en quelque sorte, pour que son action s'applique nécessairement partout où il est nécessaire qu'elle soit appliquée, et pour qu'elle soit préservatrice, réparatrice, sans être hostile.

La monarchie constitutionnelle crée ce pouvoir neutre, dans la personne du chef de l'Etat. L'intérêt véritable de ce chef n'est aucunement que l'un des pouvoirs renverse l'autre, mais que tous s'appuient, s'entendent et agissent de concert.

On n'a distingué jusqu'à présent dans les organisations politiques, que trois pouvoirs.

J'en démêle cinq de natures diverses, dans une monarchie constitutionnelle: 1° le pouvoir royalo 2°le pouvoir exécutifo 3° le pouvoir représentatif de la duréeo 4° le pouvoir représentatif de l'opiniono 5° le pouvoir judiciaire.

Le pouvoir représentatif de la durée réside dans une assemblée héréditaireo le pouvoir représentatif de l'opinion dans une assemblée électiveo le pouvoir exécutif est confié aux ministreso le pouvoir judiciaire aux tribunaux. Les deux premiers pouvoirs font les lois, le troisième pourvoit à leur exécution générale, le quatrième les applique aux cas particuliers. Le pouvoir royal est au milieu, mais au-dessus des quatre autres, autorité à la fois supérieure et intermédiaire, sans intérêt à déranger l'équilibre, mais ayant au contraire tout intérêt à le maintenir.

B. Constant, Principes de politique applicables à tous les gouvernements représentatifs, Paris, La Pléiade, NRF, 1957, p. 1078

Benjamin Constant=initiaateur du libéralisme. Dans ce texte, il théorise la séparation des pouvoirs. Locke, Montesquieu l'avaient déjé évoquée. Il distingue 5 pouvoirs, dont les 3 de Montesquieu. Il affirme préférer monarchie constitutionnelle (Angleterre). Ce type de régime amène équilibre par pouvoir royal arbitral, neutre. Ce pouvoir équilibre utres pouvoirs, résout tensions entre pouvoirs, il est indispensable u bon fonctionnement à séparati\*n >aeas pouvoirs. Souvoi!s paa!tagés e@t!e pouvoir exécutif (ministres qui décident); représentatif de la durée (assemblée héréditaire) maintenant stabilité par membres inamovibles; pouvoir représentaatif de l'opinion (chambre élue, "assemblée élective"); justification du bicamérisme. Depuis rév\*. iraançaise, méfia@ce des aassemblées élues uniques. Enfin, pouvoir judiciaire, indépendant, doit faire ressecter lois+sanctionner contre-venant. Justice doit <>autres pour pas d'arbitraire.

Principes 4un régime modéré, évitant secousses politiques, sermettre évolution paisible s\*ciale, graduelle, sans révo. Permet sauvegarder ordre social stable.

Elections permettent application souveraineté nationale. Nation=ensemble des citoyens. Femmes enco!e exclues. Gouverneme@t exe!ce autorité au nom >ae nation. Mis pas d'étuitù ent!e tous sour ;a cito0e@nté: min\*rité de citoyens vote. Pour libéraaux, tout peuple n doit pas voter. Ho^mes riches selon impôt payé votent (suffrage censitaire)+ceux qui ont loisirs, matériel... Refus du suffraage universel dangereux (dictature/!évo.).

Mais alors, que faire face à revandications des classes moyennes? Pour libéraux, tels Guizot ministre de Louis Philippe, "Enrichissez-vous pr r travail et par l'épargne." Vote plus large dot être progressif.

2) Les variantes du libéralisme entre 1815 et 1850

-Royaume-Uni: sa!ît modèle libéral. Srocessus enjagé au 17è^e.

1688: rùvo. anglaise: ;a Glorieuse révolution. Fin d'absolutisme anglais de Jacques II. On met Guillaume d'Orange sur trône, hollandais marié à princesse anglaise.

1689: bill of rights: déclaration des droits du parlement votée. Parlement partage pouvoir avec roi, \*n cherche équilibre (!oi c\*ntrôlé par parlement comme pour voter l'impôt décidé par parlement). Régime devient parlementaire. Locke théorise en 1690 pensée libérale, séparation des pouvoirs.

Anglete!re admirée par tous, Voltaire: Angleterre=terre de libertés individuelles. 2 paartis se disputent alors pouvoir: whigs (disparus) et les tories (conservateur). Début 19ème: réduction gran[le du pouvoir royal. Car début 18ème, dynastie Hanovre apparaissent en 1707. Georges 1er, 1er roi, ne parle pas anglais. D'où pouvoir du roi di^inué cr pp de communication avec ministres. De plus, roi loin des affaires. Après lui, on consulte moins roi. Georges 3 devient fz en fin d siècle (1780-1790). Ministrq ambitieux+compétents prennent pouvoir total (famille Pitt, ministres donnant jrand r­le au 1er ministre).

1837: règne de Victoria jusqu'en 1901. Pouvoir !oyal devient symbolique, peu d'influence politique mais reste admirée+respectée par tous. 1er mi@istre dvient acteur central de vie politique. Grande évolution: pouvoir plus gez souverain mais homme politique.

1er ministre choisi par roi au sein du parlement (au déb█, chambre des lords). Régime devient parlementaire (!égime où gouvernement/ministres responsables devant parlement, d\*ivent rendre comptes, démitionnent si désaccord avec majorité sarle^entaire). Législatii domine exécutif. L !\*i seut diss\*ud!e parleme@t, ministre a bes\*i@ de majorité. Les programmes politiques se précisent. Whigs deviennent libéraux réformateurs; Tory=conservateur. Partis élitistes, chefs aristocrates.

Bipartisme favorise alternance au pouvoir grâce à élection.

Parlement bicamériste: chambre haute (des lords, des paires); où on est hérédtaire partageant pouvoir avec chambre des communes élective.

Mais système contesté:

Les pétitionnaires considèrent la réforme électorale comme injuste, puisqu'elle restreint le droit à la citoyenneté à un septième de la communauté mâle adulte, et marque les six autres septièmes du stigmate de l'infériorité politique.

Le système que les pétitionnaires mettent en accusation devant votre honorable maison soumet sept hommes à la volonté, au caprice et à la domination d'un seulo cela n'établit pas seulement l'ascendant d'une petite minorité de l'empire , mais cela procure a une minorité de la petite fraction de ceux qui détiennent le droit de vote le pouvoir d'élire une majorité de votre honorable maison.

Les pétitionnaires, croyant que le principe du suffrage universel doit être fondé sur les droits éternels de l'homme (\*\*\*), appellent votre honorable assemblée à procéder a une telle réforme organique de notre système représentatif, pour que ce principe soit le fondement futur sur lequel reposera la d'ambre des Communes du Parlement (\*\*\*).

Les pétitionnaires, pour que l'électeur puisse jouir d'une parfaite sécurité dans l'exercice du droit de vote, demandent que le vote aux élections des membres du Parlement soit effectué par scrutin. Les pétitionnaires, au fait du grand pouvoir de contrainte et de corruption possédé par la richesse et la position sociale sur l'électeur pauvre, ne voient aucun espoir d'assurer l'égalité aux élections et l'authenticité de la représentation, à moins de draper le corps électoral du manteau protecteur du scrutin.

Les pétitionnaires (\*\*\*) appellent votre honorable assemblée à remédier a ce vice dans le mécanisme législatif par la division du pays en districts électoraux égaux, assignant à chaque district un seul représentant.

Les pétitionnaires tiennent la puissance législative, à égalité avec l'Exécutif pour le serviteur du peuple, ayant en conséquence droit à être rémunéré sur les dépenses publiques.

Les pétitionnaires considèrent comme injuste les parlements septennaux, puisqu'ils empêchent , pour six ans sur sept, ceux qui arrivent annuellement à la majorité, d'exercer leur droit de vote. Les pétitionnaires considèrent aussi que sept ans est (\*\*\*) une période qui offre une opportunité pour des hommes vénaux et complaisants de promouvoir 1eurs propres intérêts. (\*\*\*) Les pétitionnaires, par conséquent, prient votre honorable assemblée de créer entre les représentants et les électeurs cette responsabilité salutaire, indispensable à un bon gouvernement par la restauration de l'ancienne et saine pratique des parlements annuels.

Les pétitionnaires déplorent qu'un siège à la Chambre des Communes du Parlement soit soumis à la possession d'une propriété, quelle qu'elle soit (\*\*\*) et, donc, réclament l'abolition de ce qui est appelé la qualification de 'propriété'.

Les pétitionnaires attirent respectueusement votre attention sur le document intitulé 'La Charte du Peuple' (\*\*\*), document qu'ils prient instamment votre honorable assemblée de décréter immédiatement pour loi du royaume.

Texte=pétition (texte revandiquant quelque ¨:ose et accompagné de signatu!es). Moyen 4exs!imr une opinion.

Ang;eterre reconnaît droit de pétition desuis 1689.

1215: Grande Charte (magna carta) acceptée par Jean Sans-Terre. Etablit premiers droits du parleme@t a@glais (impôt).

Chartisme: mouvement né dans années 1830. Mouvement populiste né en 1834, veulent suffrage universel.

Texte considère réforme électrar injuste. éfor^e électoral=problèn !écurrent au 19ème. En fait, il Ýagit de réformer vote censitaire. Or, says en!ichi avec révo. ind%triel, prend nouvelles caégo!iq s\*cia;q, frustration des populistes+c;asses moyennes.

1832: 1ère réforme électora;. Corps électoral ùlargi de 400000 à 650000 électeurs. ùfor^e déçoit d'où cha!tisme agissant par pétitions+ma@ifestations.

Critiques du système:

-durée des mandats trop longue pour communes (7 ans) entraînant mantue de contrôle des députés par électorat et risque de corruption; confusion intérêts pe!sonne;s-publics. Préféreraient parlement annuel, référence à démocratie athénienne.

-Richesse des élus+ùlecteurs au nom des "droits éternels de l'Homme". Notion égalisariste d'hxanité.

-Mode de sc!utin vzlu sec!et sour éviter pressions+i@timidatio@+peur sur pau(rs. Liberté du vote par secret. Sose sro,lème de forte corruption électorale anglaise.

-Redécoupage électoralvidé de saa substance à ca%e 4exode rural. Car début 19ème: députés élus par petits nombres d'║lecteurs. Ce phénomène=bourgs pourris/bourgs de soche. Réforme n'avait pas assez rééqui;ibré ch\*se.

-Demande de rémunération/indemnité parleme@taire: Etre élu=arrêter travail=plus de rentes. Donc, faut être très riche pour être élu.

Revandications refusées en 1848 mais acceptées plus tard.

Angleterre a réfo!mes politiques qui fo@t évoluer système (reconnaissance du droit de grève 1825 accestées difficilement par libéraux car entrave à liberté du travail; minorités religieuses catho., discidents (protestants n'adhérant pas à anglicanisme (pas de droit de vote, citoyenneté). 1828-1829: fin discriminations.

-Belgique après 1830.

-France après 1830 de Kouis Philippe, monarchie de juillet de 1830-1848: régime libéral. Famille d'Orléans deviennent roi par Louis Philippe 1er. Il accepte ¨harte de 1834 remaniée plus libéralement. Louis 18=roi de France; Louis Philippe=roi des Français. Admission >1un principe de citoyenneté. Louis Philippe accepte drapeau tricolore. Ela!gisse^ent du s-if!age cnsitaire et Catholicisme plus religion d1Etat.

Monarchie fait réformes (chemins de fer), ùducation (loi Guiot en 1833 obligeant création d'écoles primaires dans chaque commune de France).

Mais dùrive conservatrice, c!ispation, raidition donnant déception, révo. de 1848, fin d'expérience libérale.

C) La dialectique du libéralisme et de la réaction

2 idéologies s'affrontent. 1815: Angleterre libérale; 1850: libéralisme prend continent Est, réaction recule.

1) 1815-1830 : la réaction jugule les menaces révolutionnaires

tentatives de soulèvement libù!al, national, libéral+national écrasées. Saint-Alliance et Congrès fonctionne.

1819: congrès de Carlsbad (Autriche) décidant répression d'agitation ùtudiante (Burschenschaft=association étudiante libérale) en Allemagne. Autriche mène répression.

1823: congrès de Vérone traitant d'Espagne qui su,it révo. libéra;e contre Ferdinand 7. France envoie 100000 hommes et écrasent révo. Chateaubriand était minist!e des aaffaires étrangères, c'était un ultra.

Autres mouvements en Italie années 1820. Carbonari=sociùté clandestine réprimée par Autriche.

Problème des Balkans, la question d'Orient (queti\*n posée par présence maintenue en Europe d'un empire musulman). Soulèvements contre occupation ottomane par chrétiens soutenus par Europe, surtout Grèce: le philhellénisme européen (volontaires combattent pour Grecs, Angleterre+France+Russie interviennent militairement en 1827, bataille navale de Navarin perdue par Turcs. Grèce indépendants en 1830).

Suède+Serbie deviennent autonomes.

Indépendance grectue=tournant pour Europe car victoire de chrùtientù sur Islam, conception réactionnire chrétienne semble gagner. Pourtant, Metternich alarmé d'indépendance grecque car application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Tri\*mphe grec=triomphe libéral puisqua Jrèce prend monarchie constitutionnelle.

Confirmation de ce tournant par vague révo. de 1830 en Europe (France, Belgique où Bruxelles se soulèvent en sep. 1830 appuyée par Angleterre+France; Pologne contre Russes, Italie contre Autriche, Allemagne). Répressions sauf en Belgique, surtout en Pologne en 1831. Au final, régimes réactionnaires demeurent en majorités, "jugulent" révo.

2) 1830-1850 : une poussée révolutionnaire endiguée avec difficulté

Après 1830, calme jusqu'en 1848: "le printemps des peuples." Continuation des mouvements de 1830 initié en France.

Iév. 1848: fin de Louis Philippe pour Seconde République proclamée par un gzvernement où Lamartine sera important. Contagion révolutionnaire sauf en Scandinavie+Angleterre jamais atteinte. Seul le chartisme domine mais pas de révo.

Autriche: Metternich doit s'enfuir.

Rome: pape doit partir.

Allemagne: unité proche

Mais mouvement vite épuisé. Réaction gagne. Fin de vague révolutionnaire ╩ cause d'armée peu solide ou de divisions au sein de révo. (France).

Déc. 1848: 1ère élection présidentie;le au suffrage universel. Louis-Napoléon onapa!te, neveu de Napoléon, gagne.

1850: Europe domi@ée par réaction mais ils évolueront.

II. 1850-1914 : UNE POUSSEE DEMOCRATIQUE

A) Les systèmes politiques évoluent

1) La monarchie demeure dominante mais évolue

1914: répub;ique=exception (France, Suisse, Portugal en 1910); monarchie nombreuse. Mais moins à cause d'unification allemande+italienne quoique unifications sont royaumes.

Etats nouveaux indépendants d'Ottoman restent monarchiques (Roumanie, Bulgarie, Serbie, Albanie).

Monarchie résiste car incarne stabilité, unité dépendant de monarchie (Autriche-Hongrie: monarque François Joseph unifie peuples entre eux). Anglete!re: monarque a rôle symbolique d'unité d'Empire colonial.

De plus, monarchie évolue. Absolutisme affaibli sauf en Russie jusqu'en 1905 où on crée Douma; Ottoman. Monarchies deviennent constitutionnelles.

République attire peu car =révo.+violent.

2) Les institutions et la vie politique

-Po-voir exécutif: governements renforcés. Nombre de ministères augmente (apparition de ministère d'agriculture, instruction publique, colonies, travail, industrie ajoutés aux traditionnels affaires étrangères, intérieur, finances).

Etat accroît rôle (éco., instruction, social tel sr\*tecti\*n sociale, travail).

1906: Clemenceau président du Conseil crée ministè!e du travail.

Exécutif incarné par ministre principal (premier minsstre, prùsident du ¨onseil).

Angleterre: Gladstone (libéral), Distraely (conservateur).

Allemagne: Bismarck

Italie: Cavour

France: Gambéta, Ferry, Clémenceau

Fonctionnaires augmentent (500000 fonctionnaires français en 1914).

-Législatif: accentue rôle. Pouvoir principal dans assemblées car élues.

Fin 19ème: "âge d'or des parlements" meilleur rempart cont!e excès d'exécutif. Débat politique a lieu dans parlement. Structuration en parti politique.

Angleterre: bipartisme. Libérall<>conservateur, travailliste en 1906. Alternance au pouvoir. Biparitisme !etrouvé en Europe du Nord-Ouest (Scandinavie)

France/Allemagne: multipartisme.

3) Les idéologies : déclin de la réaction et du libéralisme, montée des idées démocratiques

-Réaction: décline avec absolutisme. Reste composante importante sous pensée traditionaliste. Anti-rùvo., religion traditionnelle, nostalgie du passé; méfiance fa¨e à industrialisation+progrès. Nationalisme agressif s'y insère (nx.: "action français" dirigée par Charles Morasse). Hai@ d'étranger, repli...

-Libéralisme politique: décline à cause du concurrent démocratique. Libéralisme devient conservateur. Dùmocratie gagne grâce ╩ volonté de suffrage universel masculin. élargissement du corps électoral établissement souveraineté populaire et égalité entre citoyens (droits civiques, politiques), égalité plus profonde que libéral.

Arrive avec suffrage notion de réforme, gestion d'Etat plus dynamique. Développement de droits individuels+collectifs, recherche d'une plus grande égalité+justice sociale, mise en place de lois sociales (protection sociale). Donc, partis mettent en avant leur projramme électoral, nouveauté.

Fin 19ème: optimisme en Europe faisant penser que continent deviendra démocratique, progresser généralement (révo. industrielle, hausse du niveau de vie, pas de guerre).

4) Le socialisme

Socialisme: progrès matériel de la société, doctrine égalitariste. Socialisme lié à dé^ocratie, égalité politique qui n'existait pas (inégalités politiques telles suffrage censitaire). Socialisme (eut égalité sociale face à inégalités du 19ème siècle, dues à la révo. industrielle.

Essor socialiste=essor monde ouvrier. Socialisme pose quetion sociale/ouvrière, due à misère d'ouvriers acteurs d'industrie.

18201830: début de rïflexion socialiste. France+Angleterre ont 1ères réformes socialistes. A cette époq-e, on a le courant utopiste (Robert Owen, riche industriel anglais textile qui met en pratique conceptions en favorisant essor de coosératives ouvrières par soutien financier; Saint-Simon pour qui Etat doit développer bien-être de p\*p., iait confiance à e@trepreneurs, élite productive du pays; Cabet qui veut mise en commun des biens, suppression de s!opriété privée; Fourier qui veut céer petites communautés otartique où individus égaux produisent bien+service pour communauté: les phalanstères).

Mais mouvement minoritaire jusqu'en 1847, arrivée de Marx qui écrit ou(rage avec Engels, Manifeste du parti communiste. Livre présente pensée+programme du parti communiste. On trouve convicti\*ns de Marx qui retrace histoire de l'h-manité avec une approche idéologique. Histoire a pou! fil conducteur la ;-t!e des classes pour le partage des richesses, le "matérialisme historique." Puise idées chez Hegel qui met en avant la dialectique historique; David Ricardo, libéral dont i; s'inspire pour inverser ses conclusio@s. Lutte des c;asses oppose détenteurs des moyens de prod.<>détenteurs des bras débouchant sur classe dominante bourgeoise capitaliste (et plus les nobles)<>prolétariat (ouvriers d'industrie qui offrent bras+travai; à capitalistes pour survivre), le fossé (écart de richesses) s'agrandit: c'est la paupérisation irréversible du prolétariat (appauvrissement d'une grande masse de pop. due au capitalisme inégalitaire (plus-value soustraite aux ouvriers, un profit retiré du travail d'ouvrier alors que capitaaliste exploite le travail ouvrier).

Ceci amène nécessairement révo. permettant fin du capitalisme: ouvriers s'emparent des moyens de prod. violemment et feront "dictature du proléta!iat" provisoire, légitime car majorité>minorité. Dictature achevée par abolition d'Etat, propriété privée, on arrive au communisme, fin d'histoire humaine. Plus de nation, mais internationalisme, une seu;e classe réunie harmonieusement. "PROLÉTAIRE DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS." écrit-il en fin de livre.

Thèses développées en 1860 avec le Capital, Marx+Engels.

Ces idées restent confidentielles car communisme dissout. Dès 1860, marxisme conquérit mouvement socialiste. Marx c!ée n 1894 ╩ Londres ;'Internationale jusqu'en 1886. On c!ùe une duxiè^e internationa;e en 1889 regroupant socialistes européen où dominent leaders marxistes.

Mais marxisme n'atteint pas Angleterre où socialisme par syndicats et un parti en 1906 (travailliste=labour) mfs sns marxisme car ouvriers anglais refusent révo; Scandinavie, Belgique, Pays-Bas n'ont pas marxisme.

1870: naissance du parti social démocrate allemand (SPD). Dès années 1890, apparaît dans SPD un courant anti-marxiste voulant le réviser: c'est le révisionisme dont Bernstein, leader parti socialiste soutient idées. Pour lui, pronostiques de Marx erroné car ouvriers s'enrichissent<>appauvrisent. D'où révo improbable. Il faut donc réforme: naissance du réformisme allemand.

-France: 1880: arrivée du marxisme par Jules Guesde. Mais s'impose difficilement, concurrencée par l'anarchisme et l'anarco-syndica;isme. Veut destruction d'Etat pour l'enlever de société ainsi que propriété privée. Syndicats se substituent à Etat. Origine d'anarchisme: Pierre-J\*seph Proudhon (ouvrier typographe) "la propriété, c'est le vol" inspiré de Rousseau voulant à plaace d'Etat fédération de communes+association de producteurs. Les autres penseurs viennent de petite/moyen@e bou!geoisie.

Anrchisme présent en Russie (courant nihilisme incarné par Bakounine qui veut détruire violemment Etat par attentats dont Alexandre 2+3 seront victimes). Sadi Carnot en France sera assassiné ainsi.

Déclin d'anarchisme terroriste au début du XXème.

B) Vers une convergence des modèles ?

1) Les pays démocratiques

Démocratie au début XXè^e enracinée en Europe du Nord-Ouest (RU+France+Belgique+Pays-Bas+Scandinavie).

-Angleterre: poursuite d'une démocratisation graduelle.

Discours de l'Albert Hall, 10 décembre 1909.

LES DROITS NOUVEAUX DE 1867 EN ANGLETERRE

La chambre ayant, dans la dernière session du parlement, acquiescé à la deuxième lecture d'un bill intitulé: «Bill à l'effet d'étendre le droit de vote dans les élections de membres du parlement en Angleterre et dans le pays de Galles », est d'avis :

1°) Que le nombre des électeurs pour les comtés et les bourgs en Angleterre et dans le pays de Galles doit être augmenté;

2°) Qu'une telle augmentation peut être le mieux effectuée en réduisant le montant du loyer donnant droit de voter dans les comtés et les bourgs et en ajoutant d'autres droits de vote indépendants de ladite valeur;

3°) Que tandis qu'il est désirable qu'une représentation plus directe soit donnée à la classe ouvrière, il est contraire à la constitution du royaume de donner à une classe ou à un intérêt un pouvoir prédominant sur le reste de la société; [\_]

6°) Qu'il est utile de réviser la distribution actuelle des sièges;

7°) Que, dans une telle révision, il ne convient pas qu'un bourg actuellement représenté dans le parlement soit complètement dépouillé du droit électoral;

8°) Qu'en révisant la distribution actuelle des sièges, la chambre reconnaîtra comme son principal mobile l'opportunité de donner la représentation à des localités jusqu'ici non représentées et qui pourraient être considérées comme ayant droit à ce privilège;

9°) Qu'il importe de pourvoir à une meilleure prévention de la séduction et de la corruption en matière électorale [\_];

11°) Qu'il sera loisible à tout électeur parlementaire, s'il le juge à pro­pos, de consigner son vote par le moyen d'un bulletin de poll dûment signé et légalisé;

12°) Qu'une disposition sera prise pour diminuer les distances que les électeurs ont à parcourir pour consigner leurs votes, de telle manière qu'aucune dépense pour cet objet ne sera légale à l'avenir.

Projet de réforme électorale présenté par DISRAELI, Le Moniteur universel, 14 février 1867.

Nouvelle réforme électorale de 1867. Auteur=figure marquante des tories. Réforme adoptée en 2ème lecture par parlement. Elle élargit corps électoral en abaissant cens permettant à classe ouvrière aisée de voter. Angleterre=seul pays où ouvriers aisés existent.

Etablissement d'un scrutin secret avec vote par bulletin. Mise en place d'un nouveau redécoupage électoral pour équilibrer représentation.

1884: nouvel abaissement du Cens. Domestiques ne votent pas.

1911: indemnité parlementaire établie dès 1848 en France.

Cependant, système aristocratique demeure.

Réforme de la Chanbre des LORDS

(Après le rejet du budget par les Lords, le Premier Ministre Asquith annonce la dissolution des Communes et de nouvelles élections).

«Nous, le parti du progrès, nous trouvons aujourd'hui au premier rang, sur le terrain.., constitutionnel, pour défendre les libertés qui nous viennent du passé... Nous allons donc demander à l'électorat l'autorité nécessaire pour traduire les usages ancie»s et non écrits en un Acte du Parlement et inscrire dans le Livre des Statuts la reconnaissance explicite et complète de la doctrine établie de notre Constitution selon laquelle il est hors du domaine de la Chambre des Lords de s'immiscer en quoi que ce soit ou par quelque moyen que ce soit, ou à n'importe quelle fin dans nos finances publiques...

Nous ne proposons pas l'abolition de la Chambre des Lords, ou la mise en place d'une deuxième Chambre, mais nous demandons fermement et nous allons demander aux électeurs de dire que la Chambre des Lords doit être confinée dans les fonctions propres àune deuxième Chambre... Le veto absolu qu'elle possède actuellement doit disparaître. Le peuple, à l'avenir, en élisant une nouvelle Chambre des Communes, doit pouvoir sentir, ce qu'il ne peut pas en ce moment, qu'il envoie à Westminster des hommes qui auront le pouvoir non pas seulement de proposer et de délibérer, mais celui de faire des lois. La volonté du peuple, telle que l'expriment clairement ses représentants élus, doit, dans les limites d'un seul Parlement, s'accomplir réellement ».

Attaque contre lords, représentant entrave à démocratisation.

1909: Asquith, 1er ministre libérl veut réformes sociales (ugmentation dépenses sociales pour réduire inégalités+injustics sociales). Volonté 4assurance chômage. Obstruction des l\*rds qui ont un veto. Asquith demande disso;ution des communes pour nouvelle élcti\*n et passaje des !ùformes. Et après électiont dae 1909, libéraux gagnent, imposent réformes parlement qui fait perdre droit de veto abso;- au ;o!ds, !éduit ╩ 2 ans. Se!dent pouvoi! financier. Réform=pa!liament act de 1911. Chambre des com^-nes devient principale au parlement.

Léglisati\*n des syndicats en 1871; générlisaation enseignement primaire dès 1870 avec loi Forster; loi paatrons et ouvriers en 1875 établissant égalité devant justice; allocation chômage en 1911 (le dole);

Reste cependant la question des femmes dont certaines militent (les suffragettes).

LES RÉCLAMATIONS DES SUFFRAGETTES

Cinq ans après la victoire libérale de 1906, la question de la démocratisation radicale de l'électorat britannique n'était pas encore réglée, et il n'y avait pas lieu de croire qu'elle dût l'être à très brève échéance. La première raison était l'indifférence des masses ouvrières, qui cherchaient ailleurs que dans l'action politique l'instrument dont elles avaient besoin pour obtenir la réalisation de leurs voeux. Le ministère libéral se heurtait cependant à d'autres obstacles encore lorsqu'il essayait de faire voter par le Parlement un projet de loi pour l'extension du droit de suffrage. A supposer qu'il eût la hardiesse d'aller jusqu'au suffrage universel sans restrictions, serait-ce le suffrage universel pour un sexe seulement ? C'est ce que n'admettaient pas un nombre de parlementaires assez puissants déjà pour faire obstruction à tout projet de loi qui ignorerait les revendications politiques des femmes... Celles-ci refusaient de tenir pour une démocratie vraie une forme de gouvernement qui réservait au sexe masculin le double privilège de l'électorat et de l'éligibilité. Contre ce régime oppresseur, elles organisaient un mouvement révolutionnaire qui n'avait d'équivalent dans aucun pays d'Europe...

Bentham avait jadis eu pour programme l'égalité des droits politiques pour les deux sexes; mais son disciple James Mill avait sur ce point répudié sa doctrine; et les chartistes, après avoir songé à la reprendre, s'étaient ravisés. C'est lorsque Stuart Mill, dans son ouvrage sur Le Gouvernement représentatif et dans son ouvrage sur La Sujétion des femmes, y revint à son tour que les temps parurent enfin mûrs pour la fructification de la doctrine benthannique [...].

Vers le début du XXe siècle deux groupes rivaux se réconciliaient et formaient la National Union of Woman 's Suffrage Societies. Combien de temps faudrait-il aux patientes méthodes de I' «\_Union » pour enlever la victoire? Fondée en 1903, c'est par la violence de ses méthodes de propagande que la Women 's Social and Political Union (de Mrs. Pankhurst) différa de l'Union nationale [...].

Devant les réticences d'Asquith, en 1908, les femmes organisèrent de longues processions à travers Londres. Elles assiégèrent le Parlement, les ministères, les domiciles privés des ministres, guettant les parlementaires en vue, les persécutant de leur monotone requête, les obsédant de leur présence. Les suffragettes exploitaient la faiblesse de leur sexe, sa tendance à l'hystérie. Les hommes étaient des lâches s'ils laissaient faire; des lâches encore s'ils essayaient de réprimer leurs excès par la force...

Elles inventèrent de nouvelles méthodes pour forcer la main des autorités. Voies de fait sur des agents de police, bris de vitre furent des délits caractérisés, qu'elles commirent de sang-froid pour se faire jeter en prison. Elles y furent jetées, imaginèrent alors de faire la grève de la faim. Malades, presque mourantes, on les relâchait. A peine rétablies, elles récidivaient...

Le Conciliation BiIl présenté au mois de juin 1910 par le travailliste Shackleton définissait le droit de vote qui serait accordé à la femme, non pas selon les termes compliqués de la franchise parlementaire seulement, mais par l'c occupation » d'un domicile. Le bill fut adopté en seconde lecture, le 12 juillet, par deux cent quatre-vingt-dix-neuf voix contre cent quatre-vingt-dix. Asquith avait parlé contre, Lloyd George et Winston Churchill pareillement. Ils avaient été exaspérés par les attaques des suffragettes. Le 28 mars 1912, le Conciliation Bill revint devant la Chambre des communes. Il fut rejeté à la majorité de quatorze voix, par deux cent vingt-deux voix contre deux cent huit.

L'exaspération fut, dans le camp féministe, à son comble. [L'agitation des femmes] prit des formes nouvelles. Chassées de la «galerie » de la Chambre des communes, elles cherchèrent plus haut l'objet de leurs persécutions. Au théâtre, à l'église, jusque dans Buckingham Palace, le roi fut brutalement interpellé par des inconnues qui surgissaient pour le traiter de «tsar russe » et de «\_tortionnaire\_». Des corrosifs furent introduits dans les boîtes aux lettres pour saboter le transport des correspondances. Des tableaux furent endommagés dans les musées. Le feu fut mis à des immeubles... Des coups de feu furent tirés contre les trains. Elles s'en prirent aux églises, déposèrent dans l'une ou dans l'autre des bombes qui firent souvent de graves dégâts...

Élie HALÉVY, Histoire du peuple anglais au xix' siècle, Paris, 1932, tome V.

Mouvement des suffragettes très actif, dominé par Missis Pankhurst. Maais échue en 1914. Mais en 1918: femmes votent au RU et suffrage universel établi.

-France: 2 maars 1848: avènement du suffrage universel et république, souveraineté populaire reconnue. 1er et unique pays à faire ça si brutalement. Suffrage avait été déclaré brièvement en 1793, 2ème constiution de l'an I. Basculement dans l'inconnu (on passe de 400000 à 9000000 électeurs). Problème d'analphabétisme des paysans, on ne sait pas comment réagiront électeurs qui ne vont jamais fait.

Printemps 1848: Assemblée constituante élie pour rédiger Constitution nouveau régime. Majorité républicaine modérée, bourgeoise.

Nov. 1848: vote de constitution de Seconde République avec Président de République élu au suffrage universel direct pour 4 ans (exécutif). Assemblée unique (législatif).

Déc 1848: élections présidentielles. Choix entre gauche républicaine (proche des socialistes) avec Raspail affaiblie par affrontement gouvernement<>ouvriers socialistes en juin 1848 (les journées de juin); Républicain modérée avec Lamartine; ordre, stabilité politique et social avec Louis Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon Ier, élu avec 80% des voix. Il veut recréer Empire. Il entre en fonflit avec Assemblée sur le renouvellement du mandat.

2 déc. 1851: Napoléon faait coup d'Etat avec armée.

2 déc 1852: rétablissement d'E^pi!e, il deviant Empereur des Français Napoléon III. Fin de démocratisation de Frand. Pourtant, Empire garde enracinement d'habitudes démocratiques: mains:dn du suffrage universel détourné (élections manipulées de députés corrompus, candidatures officielles, sans opposition; consultation électeurs: plébiscite). Mais régime autoritaire, pouvoir personnel, dictatorial. Régime se libéralise (1870: réforme faisant Empire parlementaire; régime plus équilibré où Empereur partage pouvoirs avec Assemblée élue, Printemps 1870: plébicite en faveur Empire parlementaire). Evolution parallèle à RU. Mais 1870: Napoléon III déclare guerre aventureuse à Prusse, perd le 2 septembre 1870, va en prison car voulait diriger troupes françaises. 4 sep.: République provisoire proclamée avec Adolphe Thiers dominant. Restauration monarchique proche car monarchistes majoritaires à Assemblée de 1871, en milieu de guerre. Mais roi ne revient pas malgré certitude car petit-fils de Charles 10, Henri de Chambors, refuse drapeau tricolore pour drapeau blanc.

1875: Constitution de la 3ème république. Début du septéna, président a pouvoirs réduits; régime parlementaire bicamériste (chambre des députés élue u suffrage universel; sénat).

Républicains investissent République.

1879: Mac Maon, président de la républitue, royaliste démitionne.

1880: hymne national devient Marseillaise.

1881: liberté codifiée de presse. Lois 4enseignements, lois Ferry qui rend école gratuit, obligatoir, laïque.

1884: légalisation des syndicats. Droit de grève sous Napoléon III en 1864.

1901: loi sur associations

1905: séparation Eglise<>Etat.

1914: vote de l'impôt sur le revenu. Impôt proportionnel au revenu.

République et démocratie ne convergent pas vraiment: anarchistes ensanglantent France par attentats, donc climat de violence politique; nationalistes opposants à République démocratique, veulent régime autoritaire.

1886: crise du général Boulanger.

1894: Affaire Dreyfus

Catholiques+Eglise opposés à démocratie car se sentent marginalisés, persécutés.

Mais réelle liberté d'expression.

2) L'inégalité de la poussée démocratique dans les autres pays

A part France, RU, Scandinavie, Belgique, Pays-Bas, avancée démocratique faible en Europe d'Est+méridionale.

-Allemagne dès 1871, unie en Reich (Empire) sur décombres France: structure fédérale (25 Etats+reichsland (terre d'Empire), Alsace-Moselle, dans Empire dominés par Empereur, roi de Prusse Guillaume 1er). Empereur a exécutif. Domine chancelier Bismarck. Bicamérisme (bundesrat (chambre haute) représentant Etats; reichstag (chambre d'Etat), élu au suffrage universel décrété en 1871). Régime assez libéral (liberté presse, expression, partis politiques (parti social démocrate), syndicats), vie démocratique.

1912: parti socialiste rafle 30% des voix. Porte-parole ouvrier, syndicat. Groupe de pression puissant face au gouvernement+patronat.

Bismarck prend lois sociales pour enrayer socialistes. Donc, avance en protection sociale (assurance vieillesse, maladie, accidents du travail financées par patrons).

Autres partis: parti du Centre (zentrum) défendant catho.

PEUT-ON RÉFORMER LES INSTITUTIONS POLITIQUES DE L'EMPIRE ALLEMAND ?

Une grande tempête s'est déchaînée dans notre vie politique, une tempête de la sensibilité populaire contre l'Empereur. L'essentiel n'est pas ce qui sera obtenu ou non présentement en matière de changement constitutionnel. Désormais, le fait majeur est que le problème de l'Empereur est posé devant le monde entier...

La personne monarchique se maintiendra probablement à la tête du gouvernement de l'Empire allemand aussi longtemps qu'elle sera en mesure de garantir une paix dans l'honneur ou de le protéger de la guerre. Quelles suites une défaite pourrait-elle avoir ? Dans ce cas très triste tout serait fonction des circonstances dans lesquelles ce malheur surviendrait...

La monarchie est déjà montée si haut qu'il n'y a à sa place aucune force de substitution capable de gouverner. Il n'y a aucune aristocratie capable de gouverner, aucune démocratie capable de gouverner, aucune majorité parlementaire pour gouverner et pas encore une force de substitution qui, demain, pourrait prendre en main la conduite sûre des affaires de l'Etat si aujourd'hui la monarchie sombrait. Pour les positions centrales du pouvoir, c'est le vide le plus incroyable.

Nous sommes un peuple non politique et c'est pourquoi nous ne pouvons pas rompre avec les monarques.

Ce n'est pas une constatation agréable et beaucoup de mes amis la tiendraient pour plus sensée si je ne l'énonçais pas. Voilà ce qui la justifie si nous la mettons en avant : posséderions-nous le lendemain de la mort de la monarchie une démocratie capable de gouverner ou quelque chose de ressemblant. Gardons encore les yeux ouverts ! Si aujourd'hui le Reichstag détenait seul la source de l'exercice de la puissance étatique et que, à partir de l'au-delà éternel, la royauté et le conseil fédéral nous regardaient ironiquement, quelle serait la base de cette puissance? Serait-ce que la Chambre anglaise des communes a été à sa meilleure époque au temps de Disraeli et de Gladstone ? Sûrement pas car cette chambre basse a grandi lentement. Elle s'est développée en combattant la monarchie et non en prenant sa place puis elle commença lentement à partager avec celle-ci les responsabilités. C'est pourquoi ceux d'entre nous qui espèrent pour l'avenir et combattent pour une augmentation de la capacité à gouverner du parlement, ne peuvent pas maintenant se présenter devant le peuple et lui dire : confie le destin de notre vie politique et économique à une quelconque majorité de bloc comme elle est actuellement possible au Reichstag ! Solution tout à fait valable si l'on pouvait compter sur cette majorité ! Or elle ne sera toujours qu'un rassemblement de groupes s'opposant fortement entre eux; elle devra soit s'opposer, soit s'allier au Centre. Ce n'est ici le lieu d'expliquer pourquoi tout cela est ainsi. Cela est son affaire. Cela suffit déjà de trouver dans le peuple allemand, comme résultat du dernier siècle bismarckien une anémie politique si étonnante qu'il n'y ait aucune force d'opposition suffisante à la monarchie.

Au « régime impulsif » correspond un système de formation qui va tout à fait dans le même sens. Cet empereur contre lequel vous vous irritez, il est votre miroir ! Vous voulez vous libérer de son gouvernement personnel. Vous dites: il parle trop. Compris! Mais que font alors les autres? Qui réfléchit sérieusement, qui étudie la politique, qui respecte le travail de réflexion politique? Le peuple doit dire : mea culpa, mea culpa; nous sommes nous-mêmes respon­sables de tout ce qui est arrivé. Nous tous, nous devons apprendre à considérer l'Etat d'une façon... Nous devons apprendre à façonner un nouveau régime, une forme de régime qui soit conforme aux exigences populaires à la manière anglaise.

Friedrich NAUMANN, texte paru dans la revue Die Hilfe (L'Aide), 1909.

Texte de libéraux. Dénonce régime monarchique traditionnel. Pas de réel contre-poids. Reichstag pourrait tenir ce rôle mais il a peu de pouvoirs, ne peut renverser gouvernement. Pas de parlementarisme. Mais Reichstag vote budget. Donc, a pouvoir. Système inachevé.

Texte reproche aux allemands manque de maturité politique. On accepte pouvoir d'un petit cercles d'hommes autour Empereur, élite étroite (Empereur, groupes traditionnels dominants de société traditionnelle tels aristocratie, officiers). Craint vide politique si un conflit perdu par manque de "force de substitution."

Donc, Allemagne démocratique qui, en se poursuivant, remettrait en cause Empire.

-Autriche-Hongrie: Empire multi-national. Nom a changé en 1867, lendemain de défaite de Sadowa face à Prusse. Autriche séparé en 2. 1867: le compoomis austro-hongrois.

Compromis entre Autpichiens+Hongrois, 2 principales nationalités, au profit de Hongrie. Hongrois voulaient autonomie dans Empire en 1848 (révo.) et vobtiennent en 1867 (régime dualiste/monarchie bicéphale), Empire partagé en 2. Empereur reste en place dirigeant gouvernement gérant affaires communes (Ex.: monnaie). En-dessous, 2 gouvernements. Ouverture vers principes plus égalitaires. Autriche (Ouest) prend régime occidental (système parlementaire en 1867, suffrage universel en 1866 pour élection parlement). Malgré tout, Empereur François Joseph a pouvoir considérable par rapport à parlement. Hongrie retardé, suffrage censitaire, pas de parlement, aristocrates dominent (magnats)

-Italie: proche d'Allemagne. Unification dès 1860. Etat jeune. Monarcahie caonstitutionnelle issue du modèle Pie-montais. Présente libertés indivi>auelleas essentielles (expression, syndaicats, multiparjsme, paarlementaire). Roi a pouvoir limité<>président dau Conseil responsaable >aevant députés.

1896: démition de Crispi, président du Conseil après défaite militaire en Ethiopie: défaite de Adoua.

Suffrage large puisqu'à la veille d guarre, presque universel. Malg!é cela, démocrati itaalienne mal enraacainée. Vie poltique=combaats de personnaalités, factions politiques étroites, chcfs, petite élite, sans lien avec pa%le (coupure entre politique à Rome, basse-cour<>populatio@ écartée). Pop. a retaard d'alphabétisaation.

Puissancae de mouvements contestaataires (socialisme marxiste ou syndicaliste révolutionnaire). Mussolini fait parti de socialistes anti-bourgeois/aristocraqes.

-Russie: 1856: guerre de Crimée Russie<>France+Angleterre+Empire Ottoman. Russes battus. Défaite montre fragilité interne! Russie >éficient ean armes, orgaanisation militaires. Alexandre II fait réformes pour préservear tsarisme et rdnere Russie graaneae puissance mo>aernea, encouragé par intellectuels russes (intelligentsia). C'est le "tsar libérateur."

1861: abolition du servage.

Réformes admqistratifs pour rendre administration efficace (fon¨ationnaaires corrompus d'où, Etat n'applique pas politique). Réforme d'aarmée sur modèle occidentale. Etablit égalité civile entre sujets du tsar.

Mais pas de réforme politique.

1863: Alexandre II confronté à révolte polonaaise réprimée violemment à Varsovie. Tsar a peur de d'implosion d'Empire par trop dae libéralisation. Choisit immobilisme. Haï par anaarchistes nihilistes, intelligentsia...

1885: Alexaandre II tué par attentats. Alexandre III refuse réforme libérale. Idem pour Nicolas II. Mais pas da'immobilisme ¨\*^plet car modernisent écaonomia maais pas politique. Russie ouvre au capitaux étrangers car pas de ressources financières. Rapide >aécolaage industriel. Brutale modaernisation mais régime figé.

1905: défaite militaire contre Japon, humiliation. Tentative de révolution en janvier par manif. pacifique populaire à Saint-Peatesbourg (capitale) voulaant aarrêt dae guerre. Maanif. réprimée violemment: 3est "le dimaanche rouge." D'où révo. échouant. Mais tsaar fait concessions.

Octobre 1905, le tsar s'adresse à son peuple

Les émeutes et les troubles qui ont eu lieu dans les grandes villes et dans plusieurs localités de Notre Empire remplissent Notre coeur d'un grand et profond chagrin. Le bien-être de l'empereur de Russie est lié au bien-être du peuple, et les peines du peuple sont Ses peines.

Nous chargeons le gouvernement de l'exécution de Notre volonté immuable

1. Accorder à la population le droit inviolable de libre citoyenneté, fondée sur les principes de liberté de personne, de conscience, d'assemblée et d'union.

2. De faire participer au travail de la Douma les classes de population qui, jusqu'à présent, ont été entièrement privées du droit de vote et d'étendre à l'avenir, grâce à la nouvelle législation, les principes du droit général d'élection.

3. D'établir comme règle immuable qu'aucune loi n'entrera en vigueur avant d'avoir été approuvée par la Douma et que les personnes élues par le peuple auront la possibilité de participer réellement au contrôle de la légalité des actes des autorités que Nous avons nommées.

Nicolaas II aaccepte réformes libérales dès 1905: principe de citoyenneté, certaines libertés individuelles (pas d'expression/presse mais de personne, religieuse). Reconnaisance de principe léaesjf à travers création de Douma, législative. D'où séparaation ds pouvoirs. Doumma élue au sufrage tuasi univearsel, élections en 1906, réformes avortent, trompe-l'oeil. Po[ qu'elles fussent bonnes, tsar aurait dû le vouloir, il ne veut pas (imbu du pouvoir, jaloux >a son rôle). Donc, blocagea du syttèm politique agravnt tensions internes de Russie. Plus >1attentqs anarchistes mais socialisme marxiste grandit claandestinement par le Parji Ouvrier Social Démocrate révolutionnaire (POSDR) scindé entre mencheviks et bolcheviks. Parti minoritaire ouvrier mais actii. Plus important, le SR (socialisme révolutionnaire) implantés dans campaagnes.

Stolypine, 1er ministre, tente évolution par réformes sociaales, il veut fair émerger classe paysane aisée permettant évolution libérale. Assassiné en 1911 par aristocrate exalté.

1914: situation fragile+précaire, sysùme peut perdurer pour Ni¨olas II aavec vi¨atoires. Mais défaites accumulées, régime trop fragile.

-Europe balkanique: monarchies nationales jeunes venant da'Empire Ottoman, autoritaires à façade parlementaire. Pas de démocratie sauf en Grèce libérale parlementaaire fraagile.

3) Le nationalisme : un obstacle à la convergence

Nationalisme: exhaltation d'appartenance à une ¨aommunauté d'essence nationale. Mouvement fondaamental au 19ème. A pour origine Révo. française et Empire. Il prend 2 directions:

-nationalisme d'existence: manifestation de revandication identitaaire. Afbition de nations d'être Etats faisant caorrspondre frotières étatiques ╩ nationaalep: être Etaat-nation (Pologne). Volonté d'unité (Italie de Cavour aaidé par Naapoléon en 1859 contre Autriche, unité boulversant carte européenne car peut apparaître puissance jeune, avide >aa reconnaissaance, Allemagne) ou indépendance (Grèce, pays balkaniques perdant domination ottomane; Roumaanie 1861, Bulgarie 1878, Albanie 1913).

Allemagne: Bismarck voulait unité "par le fear et par le sang." Bismarck à tâte de gouvernement prussien. Puissancae éco., industrielle (Rühr), militaire Prusse, pataille dae Sadowa fait perdar Autriche. Elle unit donc Allemagne Nord (1866). Pour rallier Sud catho. (Bavière), guerre contre France.

Jan 1871: Gaaleries des glaces du château >ae Versailles: proclamation du Reich allemaand. Guillaume 1aar, roi de Pousse, empareur d'Allemagne; Bismarck ast chaandlier. Naissance d'une nouvelle puissance jeune, aambitieux, veut intégrer concert des puissances.

Nationalisme d'existence peaut devenir de puissance.

-nationalisme de puissance: désir da'affirmaation par rapport à l'extérieur d'un Etat-nation aavec volonté de conquêtes, supériorité par rapport aux autres, agressivité, méfiance, haine. Touche tous pays. Origine de colonisation (Francae humiliée en 1870 veut conquérir outre-mer, réaction d'une puissance blessée cherchant ailleurs moyens dae reconstitution de puissance).

En Allemagne, pangermanisme dès 1870 (réunion de tous allemands). Dès 1888, Guillume II nationaliste menaant à 1ère guerre mon>iale.

Russiea: slavophilie exhalant identité slave russe, anti-occidentale. Russie veut dominer slaves (panslavisme).

Nationalisme vient de volonté de puissance des dirigeants voulant expansion internationale du pys. Pour pop., enraacinement du sentiment nqional grâce à patriotisme (culte de patrie non agressif) diffusé par enseignement primaire (Fran¨ae, Angleterre, Allemagne); armée (systèmes de conscription) qui établit hiérarchie, discipline, brasse individus, unit langue, valeurs communes.

Mais patriotisme dérive vite en nationalisme moins paacifique d'où tensions.

cf. René Girault.

Conclusion.

1815-1914: tendance à convergence des systèmes politiques vers libéralisme+démocratie.. 1914: démocratie solidement installée au Nord-Ouest. Développement économique sans pécédent ("belle époque" de 1900-1914); modernisation, démocratisation, optimisme. On croit à évolution pacifique d'Europe enrichie.

Mais nationalisme fait se dresser nations une contre autres. Fin 19ème, début 20ème: accroissement des rivalités+tensions. D'où nationalisme l'emporte dans logiquement d'affrontement international. Néanmoins, 1918, effondrement des régimes impériaux (Russie, Allemagne, Autriche).

La solution démocratique en Autriche-Hongrie

Le suffrage universel est le premier pas vers la démocratisation de l'Autriche. Et la question autrichienne ne peut être résolue que dans la voie de la démocratisation complète. Par l'absolutisme et le centralisme, le problème autrichien est devenu cette question inextricable qu'elle est aujourd'hui; par l'unique remède contre ces deux maux, par la démocratisation et par la décentralisation, il peut être solutionné. La division de l'Autriche en territoires nationaux est très possible. Les territoires seraient dans la plus grande partie presque homogènes. On pourrait garantir par les lois impériales les droits des minorités dans les régions mixtes, assurer l'égalité des langues dans l'administration..., donner la compétence exclusive en matière des écoles à la Diète qui serait divisée en deux curies nationales; la décentralisation de Vienne et la démocratisation des institutions publiques et du système électoral pour les diètes seraient la condition sine qua non de la réorganisation. Tout ce qui reste du centralisme devrait disparaître. Le Parlement central ne conserverait que les affaires nécessairement communes, comme les affaires militaires, les grandes lignes de chemin de fer, les postes, les télégraphes, la police, etc. A cela on pourrait ajouter l'institution des tribunaux nationaux qui trancheraient tous les litiges entre les nations, concernant les écoles, les emplois publics, l'emploi des langues dans l'administration... Tout cela s'appliquerait naturellement à toute ta monarchie. Pour la solution des conflits dans les régions mixtes, l'organisation actuelle de la Belgique ou encore de la Suisse pourrait servir d'exemple.

E. BENES, Le Problème autrichien et la question tchèque, Lib. Générale de Droit et de Jurisprudence, 1909.

Textes extraits de Mémoires de l'Europe, t. V, Robert laffont, 1972.

En établissant le Scrutin secret.

C'est-à-dire en votant avec un bulletin au lieu de signer sur un registre.